

2 Politique

Dialogue politique

Vers un report de la date officielle de clôture ?

J. KOMBILE MOUSSAVOU

Akanda/Gabon

Pour certains, une telle éventualité serait logique au vu de l'importance des problématiques abordées. Pour d'autres, elle ne serait que le reflet de fortes divergences au sein de certaines commissions.

LES délais du Dialogue politique seront-ils tenus ou pas ? Face à la presse, hier, au stade d'Angondjé, le coprésident de l'opposition, Pierre-Claver Maganga Moussavou, et le co-rapporteur adjoint de la majorité, Éric Dodo Bounguendza, se sont montrés suffisamment clairs en répondant à cette question, arguant le fait que les problématiques soumises aux parties prenantes nécessitent de leur part une analyse méticuleuse, responsable et lucide, de manière à aboutir à des décisions consensuelles allant dans le sens de l'intérêt général. Et que, de ce point de vue, il ne serait pas anormal que les délais ne soient pas tenus. Ce, d'autant plus que, a avancé le leader du Parti social démocrate (PSD), "dans ce genre de rencontres, le respect des délais présuppose un arrangement entre les parties. Ce qui n'est pas le cas en ce moment".

En réalité, selon de nombreux observateurs, la probabilité d'une prolongation des travaux était devenue évidente depuis plusieurs jours. D'autant que, selon eux, les plénières de compte-rendu des travaux en commissions, les lectures et autres adoptions des rapports des commissions n'ont pu avoir lieu



Pierre-Claver Maganga Moussavou...

aux dates fixées par le calendrier officiel. Au-delà, un éventuel report de la date de clôture du Dialogue politique pourrait signifier que, dans certaines commissions, à l'op-

posé de la sérénité affichée par leurs membres, les points de divergence sont si nombreux qu'ils nécessitent un temps supplémentaire pour être évacués. Même si, comme l'a indiqué



... Et Eric Dodo Bounguendza, face aux journalistes.

le coprésident de l'opposition, "pour l'instant, aucun point de blocage n'a été enregistré dans aucune commission. Si tel était le cas, le bureau du Dialogue politique aurait été saisi".

Selon certaines indiscretions, les commissions "La modernisation de la vie publique" et de "La consolidation de la paix et de la cohésion nationale" devraient être dans les délais.

Ce qui ne sera probablement pas le cas des commissions "La réforme des institutions et la consolidation de l'État démocratique" et "Les réformes électorales". Tant les approches de leurs différents membres seraient particulièrement tranchées sur les problématiques de la durée des mandats politiques au Gabon, le redécoupage des circonscriptions électorales, le mode de désignation et la durée du mandat des membres de la Cour constitutionnelle, la révision du fichier électoral, le financement de la campagne présidentielle, etc. Autant de thématiques qui, selon certaines indiscretions, laisseraient transparaître des intérêts véritablement divergents. Et sur lesquelles, les participants à la phase citoyenne s'étaient prononcés.



Vue partielle des membres de la commission "Les réformes électorales".

En marge du Dialogue politique

Mike Jocktane quitte l'UN

Martina ADA METOULE

Akanda/Gabon

Il l'a annoncé, hier face à la presse au stade d'Angondjé, où se poursuivent les travaux du Dialogue politique inclusif et sans tabou. L'ancien vice-président de l'Union nationale (UN), un parti politique de l'opposition, a dit ne plus être en phase avec les positions prises par la hiérarchie de l'UN.

MIKE Jocktane a annoncé sa démission de l'Union nationale (UN), parti politique de l'opposition, hier en début d'après-midi, au stade d'Angondjé où se tient le Dialogue politique.

L'ancien vice-président de l'UN a livré à la presse les raisons de son départ. Ainsi, on a appris que cette décision est le résultat d'une réflexion menée depuis plusieurs mois. Le démissionnaire dit être en "désaccord avec les positions prises par le parti, son mode de gestion". Mike Jocktane a clairement pointé du doigt le président de l'UN, Zacharie Myboto, quant à la stratégie qu'il "impose" au parti. "Je ne crois plus en la capacité du président Myboto et de ses affidés à conduire notre combat avec succès. Ses méthodes archaïques et d'un autre âge empêchent la modernisation du parti, son manque d'esprit démocratique ajouté à sa faiblesse devant les siens a contribué d'ail-

leurs à chasser un grand nombre de nos cadres", a souligné ce désormais ancien vice-président de l'UN. Le démissionnaire a également regretté le fait que le parti politique qu'il vient de quitter "ne fait plus rêver personne", comme c'était le cas, selon lui, à l'époque de feu André Mba Obame à qui, il ne cesse de rendre hommage. L'Union nationale, a-t-il poursuivi, "n'est que l'ombre d'elle-même et n'a plus rien à voir avec le parti ambitieux et de masse dans lequel je me suis engagé il y a quelques années". Dans les tout prochains jours, l'ancien vice-président de l'UN s'exprimera pour décliner à ses compatriotes la nouvelle voie qu'il entend désormais tracer.

Par ailleurs, l'homme de Dieu a laissé entendre que le Dialogue politique qui se tient en ce moment, et auquel il participe est, entre autres, l'une des raisons de sa démission. Il s'est justifié en indiquant que ce genre d'assises est l'occasion pour des compatriotes qui "ne se parlent plus" de se mettre ensemble pour discuter. Pour Mike Jocktane, il est question de faire des compromis républicains. Il ajoute : "accepter que la vérité peut se trouver chez l'autre, c'est l'essence du dialogue. Ces assises ont été appelées parce que le pays est fracturé". L'ancien vice-président de l'UN, qui a évoqué la possibilité d'autres démissions de cadres de ce parti, a en outre saisi l'occasion pour



Mike Jocktane ne fait plus partie de l'UN.

exprimer un souhait à l'endroit de ceux qui prennent part à ce dialogue. "Nous qui sommes ici, a-t-il dit, nous devons montrer

l'exemple, la voie. Je suis confiant, je suis en prière pour que les décisions prises soient les meilleures pour le peuple gabonais".